

\\ CULTURE ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

\ PRÉAMBULE

Dans cette fiche Mémo une sélection de ressources pour découvrir et comprendre l'économie sociale et solidaire mais également pour appréhender les liens entre la culture et l'ESS.

En fin de fiche Mémo des adresses web de sites ressources sur l'ESS.



Source : Fiche «Les essentiels»
La Nacre - 2013

SOMMAIRE

L'ESS en général.....	p. 2
Les différentes formes de l'ESS.....	p. 6
Culture et ESS.....	p. 8
Sites web ressources.....	p. 14

à des besoins sociaux. Elle est présente également dans les secteurs des activités financières et d'assurance. Son ancrage est fort au sud-ouest de la région, notamment en Ardèche. Il est comparativement plus faible dans le nord-est, à l'exception de Bourg-en-Bresse.

► http://www.insee.fr/fr/insee_regions/rhone-alpes/themes/syntheses/lettre_analyses/02228/02228_LA_ESS.pdf

Entreprendre autrement, ça change tout !
Région Rhône-Alpes, Caisse des Dépôts
Région Rhône-Alpes, Caisse des Dépôts. Juin 2013. 16 p.

Dans ce livret, les premiers éléments pour situer sa démarche de création d'activité dans l'entrepreneuriat social.

► http://www.rhone-alpesolidaires.org/files/Livret-EntreprendreAutrement-BD_0.pdf

Économie sociale et solidaire (L'), un modèle économique à part entière, apportant des réponses aux besoins de nos territoires: déclaration commune des réseaux de collectivités locales

ARF, AcF

Assemblée des communautés de France- Assemblée des Départements de France. Mars 2013. 4 p.

« La signature officielle de la déclaration commune a eu lieu le mardi 5 mars au Sénat en présence de Benoît Hamon, ministre délégué à l'ESS et à la Consommation. Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice, a accueilli les participants, au titre du groupe d'études sénatorial en charge de l'ESS présidé par Marc Daunis. »

► http://rtes.fr/IMG/pdf/decl_commune_signee_5_mars.pdf

Circuits courts de l'économie sociale et solidaire
Labo de l'économie sociale et solidaire (Le)
Labo de l'économie sociale et solidaire (Le). Février 2013. 23 p.

«Le concept de circuit court est encore très fortement lié au secteur alimentaire. Pourtant l'analyse des cahiers d'espérances et des

propositions a permis de dégager combien cette approche est en plein développement sur un ensemble de secteurs. C'est pourquoi nous avons réuni un groupe de pilotage d'experts sur différents secteurs (alimentaires, culturel, santé, logement) » Extrait du préambule.

► <http://www.lelabo-ess.org/Les-circuits-courts-de-l-economie.html>

Propositions pour développer les outils financiers éthiques et solidaires
Labo de l'économie sociale et solidaire (Le)
Labo de l'économie sociale et solidaire (Le). Janvier 2013. 17 p.

Lors des États Généraux de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en 2011, le Labo de l'ESS a recueilli près de 400 cahiers d'espérance témoignant notamment d'une volonté de transformer le système financier. Un groupe de travail a été constitué en janvier 2012, pour répondre à cette dynamique. Le texte qui suit présente les conclusions de ce groupe de travail ; avec les objectifs suivants : présenter les finances solidaires et les besoins de changement d'échelle ; présenter les leviers de ce changement.

► <http://www.lelabo-ess.org/Propositions-pour-developper-les-766.html>

Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions : édition 2012
CN CRES
CN CRES. 2013 . 12 p.

Cette édition apporte un éclairage synthétique sur les spécificités et le poids d'un ensemble socio-économique qui représente plus de 10 % de l'emploi en France.

► <http://www.cncres.org/upload/gedit/12/file/observatoire/Panorama%20national%20ESS%202012%20-%20CNCRES%20basse%20def.pdf>

Nouvelle alternative (La) ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire
Philippe Frémeaux
Alternatives Économiques. Juin 2011. 159 p.

L'économie sociale et solidaire fait aujourd'hui figure de nouvelle alternative au capitalisme. De fait, son objectif

Économie sociale et solidaire (L') : s'associer pour entreprendre autrement

Danièle Demoustier

Syros-Alternatives Economiques. 2001. 207 p.

L'économie sociale et solidaire est devenue un enjeu du discours politico-médiatique sans qu'on sache toujours précisément ce qu'elle est, d'où elle vient et où elle va. Danièle Demoustier, spécialiste reconnue du sujet, brosse dans ce livre un tableau complet de ce secteur de l'économie, dont la principale caractéristique n'a pas pour but premier la réalisation de profits. L'ouvrage propose à la fois une histoire de l'économie sociale et solidaire. Il met en lumière les différents courants d'idées qui ont nourri ce rêve, devenu réalité, de construction d'une autre économie, au sein même du capitalisme. Il décrit les différents statuts : associations, coopératives, mutuelles et les différentes fonctions économiques et sociales remplies par ces structures. Si l'engagement de l'auteur au sein du camp des défenseurs de cette « autre » économie ne fait pas de doute, elle n'hésite pas à présenter ses faiblesses et à s'interroger sur sa capacité à relever les défis qui s'annoncent. La création d'un secrétariat d'Etat chargé de sa promotion marque assurément une étape en ce sens, mais cette initiative ne peut suffire à résoudre les problèmes de fond que connaît l'économie sociale et solidaire, qu'il s'agisse pour certains de sortir de la marginalité ou pour d'autres de résister aux sirènes de la banalisation.

Reconsidérer la richesse

VIVERET Patrick

Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire. 2001. 135 p.

« Notre représentation actuelle de la richesse aggrave les problèmes auxquels nos sociétés sont confrontées au lieu de nous aider à les résoudre. Dans la plupart des dossiers qui ont été au cœur des débats publics de ces derniers mois, de la vache folle à l'Erika, de l'amianté aux accidents de la route, des conséquences de la grande tempête de décembre 1999 à la crise des carburants de l'automne 2000, il y a toujours un élément commun que l'on oublie curieusement de rappeler : ces catastrophes sont des bénédictions pour notre Produit Intérieur Brut. C'est pour réfléchir aux conditions de dépassement de ce paradoxe que Guy Hascoët a confié à Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, une mission de cadrage et d'exploration en date du 25 juillet 2000, sur la qu'estion de nouveaux critères et indicateurs de richesse. Cette mission est réalisée en liaison étroite avec la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (DIES). Ce premier rapport d'étape vise à explorer des pistes, à proposer des hypothèses et des expérimentations. »

► <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/024000191.pdf>

VIDÉOS PÉDAGOGIQUES SUR L'ESS

Films d'animation présentant de façon pédagogique la manière dont l'économie sociale et solidaire (ESS) a changé d'échelle grâce à la loi ESS du 31 juillet 2014.

http://www.dailymotion.com/video/x2ar0y4_la-loi-reconnait-l-ess-comme-un-mode-d-entreprendre-specifique_news

Tous les autres films de cette série sur l'ESS
> <http://www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire/videos>

Économie (L') sociale et solidaire: associations, mutuelles et coopératives en Rhône-Alpes

INSEE Rhône-Alpes

Les dossiers de l'INSEE Rhône-Alpes

INSEE Rhône-Alpes. Mai 2003. 49 p.

L'économie sociale et solidaire se compose principalement de trois grandes familles détaillées dans ce document : les coopératives, les mutuelles et les associations, qui se distinguent par leur forme juridique. On introduit également un deuxième niveau de nomenclature selon la nature de l'activité de ces organismes.

► https://www.epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/1/14749/1/DRA_146.pdf

Instruments financiers du troisième système pour le secteur culturel

Peter Ramsden, Danyal Manchester Sattar
Banking on culture. 2000. 58 p.

Ce rapport a été établi dans le cadre du projet "Banking on Culture" (Miser sur la culture) financé par la Communauté européenne. Il a pour objet d'étudier la manière dont les instruments financiers du troisième système ont développé des initiatives financières, puis d'analyser leur applicabilité potentielle auprès du secteur culturel. Ce résumé décrit les caractéristiques des organismes financiers du troisième secteur puis expose leur pertinence auprès du secteur culturel.

GE/GEIQ, CAE : Vous avez dit solidarité ?

Entreprendre en collectif
Cisame. [s.d.] 6 p.

Comment les deux familles de l'économie sociale et solidaire que sont les Coopératives d'Activité et d'Emploi (CAE) et les Groupements d'Employeurs (GE), participent-elles depuis plusieurs années à un développement économique et social durable de la région Midi-Pyrénées ? Les GE et GEIQ misent sur le regroupement des entreprises pour la mutualisation des compétences ; les CAE permettent à des individus de tester la faisabilité de leurs projets. Cependant, ces deux approches a priori distinctes présentent des valeurs et finalités communes dès qu'il s'agit de les analyser sous l'angle éthique.

S'associer, coopérer, mutualiser

CRESS Rhône-Alpes

CRESS Rhône-Alpes. [s.d.] 5 p.

Ce dossier contient 5 fiches autour des valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire, valeurs qu'on retrouve dans les statuts juridiques des coopératives, des mutuelles et des associations.

À noter

La Nacre a édité une **fiche Mémo consacrée à la mutualisation.**

> <http://bit.ly/23DemXY>

à jour de la dimension économique de la culture ?

Culture, arts et spectacles **Observatoire national de l'ESS**

Contenu dans: Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire

Dalloz, CN CRES. Février 2012. p. 116 à 120

La culture, les arts et spectacles représentent le quatrième secteur d'activité de l'ESS avec 29 % des emplois du secteur.

Culture et économie sociale et solidaire **David Berthelot**

La Nacre. Décembre 2012. 11 p.

Des études montrent régulièrement l'importance de l'économie sociale et solidaire, ce regroupement d'acteurs motivés par des valeurs et principes d'action visant notamment à concilier développement économique, démocratie interne et intérêt général. Au-delà du constat quantitatif qui valide le fait que l'ESS contribue au développement des territoires, qu'elle est un vivier d'emplois et un regroupement d'acteurs économiques au budget consolidé important, il nous semble aujourd'hui intéressant de préciser en quoi l'ESS peut influencer le positionnement des projets culturels et la manière de les développer.

► www.la-nacre.org

Territoires et ressources des compagnies en France [Synthèse]

Daniel Urrutiaguer, Philippe Henry
Ministère de la Culture et de la Communication.
Mars 2012. 16 p.

Quel lien peut-on établir entre la distribution territoriale des différentes activités des compagnies théâtrales et chorégraphiques en France et la structure de leurs ressources, monétaires et non financières ? À partir de deux échantillons de compagnies et en s'appuyant sur la littérature consacrée au sujet, la recherche permet de souligner l'importance, pour le développement des compagnies, non seulement de leur région d'appartenance ou d'implantation, mais aussi des établissements artistiques et culturels non labellisés par le ministère de la Culture et de la Communication. Elle précise la place centrale, mais aussi la situation

problématique des compagnies dans la filière actuelle du spectacle vivant. Elle apporte des arguments pour une nécessaire reconfiguration structurelle du partenariat entre privé et public sur lequel cette filière s'est particulièrement développée depuis la fin du XXe siècle.

► <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2016/Territoires-et-ressources-des-compagnies-en-France-CE-2012-1>

Coopérations culturelles, fiche expérience : le cluster de Saint-Etienne "Culture et coopération" **Opale**

Opale. Décembre 2011. 12 p.

Cette fiche expérience retrace l'histoire et le contexte du cluster, ou "grappe d'entreprises créatives et solidaires" de l'agglomération de Saint-Etienne. Elle présente les activités, services et leurs impacts, la gouvernance, et termine par le bilan et les perspectives.

► http://rtes.fr/IMG/pdf/Culture_et_cooperation.pdf

Territoires et ressources des compagnies en France

Daniel Urrutiaguer, Philippe Henry
[s.n.]. Juillet 2011. 219 p.

La présente publication apporte des éléments de connaissance et d'explicitation des filières et des acteurs qui constituent le champ du spectacle vivant. L'approche interroge le lien entre la structure des ressources monétaires ou non monétaires des compagnies, le spectre de l'ensemble de leurs activités et leur distribution territoriale.

Entre injonction d'excellence, ancrage local et rayonnement territorial, une typologie construite à partir des profils d'activité des compagnies de spectacle vivant permet de distinguer les compagnies selon l'origine de leurs ressources et la diversité de leurs activités.

► http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/26964/225482/version/2/file/Territoires%20et%20ressources%20Compagnies_RapportFinal_nov2011.pdf

de ce qui se joue aujourd'hui dans le spectacle vivant et de fonder un plaidoyer pour une économie politique renouvelée de ce monde de l'art. La norme toujours dominante d'originalité (de l'oeuvre et de l'artiste) est ainsi confrontée aux prémices d'une convention d'identité, où les projets artistiques sont plus en lien avec les dynamiques culturelles de construction identitaire des personnes et des groupes. Une conception d'interaction plus soutenue avec les populations et leurs territoires de vie, dans laquelle l'artiste garde sa propre spécificité d'apport et d'engagement. est nécessaire. Une reconfiguration plus mutualiste du spectacle vivant dans son ensemble le serait tout autant.

Économie et droit du spectacle vivant en France
Daniel Urrutiaguer
Presses Sorbonne nouvelle. 2009. 153 p.

Le monde du spectacle vivant est marqué en France par une forte diversité des créations artistiques. Leur production augmente à un rythme bien plus soutenu que les capacités de diffusion et d'appropriation par les publics. Cet ouvrage propose de croiser les approches économiques et juridiques pour mieux comprendre ces problèmes de coordination dans la filière du spectacle vivant. Fait également une analyse des enjeux posés par la recherche d'un ajustement de l'offre et de la demande de spectacles vivants au tournant du 21e siècle. Comment développer les publics ? Comment les organisations artistiques peuvent-elles coopérer entre elles ?

Musiques, développement durable et solidarités : pour des musiques écologiques, équitables et solidaires
Mathias Milliard
Encyclopédie du développement durable. Juin 2008 [sans pagination]

La musique pollue, consomme des énergies et fait l'objet d'un commerce où la répartition des richesses est bien souvent inégalitaire. Mais la musique peut également être porteuse de sens civique et politique, partenaire du développement durable et génératrice d'économie solidaire. Plusieurs initiatives se revendiquent de ces logiques : des festivals mettent en place des agendas 21 de la culture, des labels de "musique équitable" se développent sur Internet, l'Ufisc présente un manifeste pour une autre économie de l'art et de la culture et d'autres opérations moins visibles semblent en cours ici ou là. Quelles sont ces démarches ? Comment se réalisent-elles ? Entre engagements forts et arguments de communication à la mode, quelles crédibilités leur accor-

der ? Pour y voir plus clair, ce texte dresse un panorama non exhaustif de ces initiatives et tente d'envisager les différentes formes possibles du rapport entre le secteur musical et le développement durable et solidaire. Bien que s'inscrivant dans le chapitre "culture", l'article de Mathias Milliard ne souhaite traiter que des exigences du développement durable face aux grands rassemblements populaires autour de la musique et du problème de la diffusion commerciale de la création culturelle.

► <http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/droits-et-inegalites/6-5-culture/musiques-developpement-durable-et.html>

Pour une autre économie de l'art et de la culture
Bruno Colin, Arthur Gautier
Erès. 2008. 170 p.

Les associations culturelles employeuses, au nombre de 31000 en France, représentent 92000 emplois en équivalent temps plein, 43000 bénévoles et 4,8 millions d'adhérents. Depuis 2000, des fédérations de ce secteur se sont liées à des chercheurs en sciences sociales pour réfléchir à leurs valeurs et à leurs pratiques : en quoi, et à quelles conditions les initiatives artistiques et culturelles relèvent-elles de l'économie solidaire ? À partir de définitions, de points de vue et de récits de mobilisation, cet ouvrage collectif apporte des éléments de réponse. Il présente en particulier le Manifeste pour une autre économie de l'art et de la culture, auquel ont contribué des professionnels réunis au sein de l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (unsc). L'objectif des auteurs est de rendre visibles des initiatives et aussi de produire du débat : sur les modalités de travail, sur les équilibres économiques et la façon dont ceux-ci sont confortés ou non par les politiques publiques.

Manifeste de l'UFISC pour une autre économie de l'art et de la culture
UFISC. Décembre 2007. 11 p.

«Nous, organisations professionnelles du secteur artistique et culturel, regroupées au sein de l'UFISC, Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles sommes auteurs et signataires de ce présent manifeste et nous engageons à défendre les valeurs et les revendications qu'il expose pour la construction d'un nouvel espace social et économique de l'art et de la culture...» Extrait du manifeste.

► <http://ufisc.org/l-ufisc/manifeste.html>

résultant d'une confusion entre activité commerciale et activité lucrative ; incertitudes sur la définition et la reconnaissance des missions de service public. Enfin, la dernière partie examine les raisonnements de la théorie économique susceptibles d'éclairer le débat : ceux qui fondent la légitimité d'un financement public, même partiel, des activités culturelles ; ceux qui dénoncent les effets pervers de la subvention publique ; ceux qui justifient l'existence économique d'organisations sans but lucratif dans ce secteur.

►► http://www.ciriec.uqam.ca/pdf/numeros_parus_articles/3601/ES-3601-09.pdf

Culture et économie solidaire

Bruno Colin

Cultures en mouvement, n°31

Opale. Octobre 2000. 3 p.

Dans les débats sur l'économie solidaire, la culture apparaît comme l'un des secteurs où des emplois pourraient se créer sur des activités enrichissantes et socialement utiles, sans que toutefois ses particularités soient bien cernées.

Aux côtés de services à domicile respectueux de l'autonomie des personnes dépendantes, d'actions de protection d'un environnement naturel menacé, ou d'un commerce équitable soucieux des moyens employés pour assurer la production et la distribution des biens, se situerait un domaine un peu flou, plus ou moins associé à l'occupation du temps libre : "la culture et les loisirs"

►► www.culture-proximite.org/IMG/pdf/cultureeco.pdf

<http://encyclopedie-dd.org/>

↪ France Active

France Active favorise la création et le développement d'entreprises, créatrices d'emplois. Elle intervient au moyen d'un dispositif de garantie d'emprunts bancaires. France Active apporte aux créateurs : un accompagnement, une expertise de financement, un suivi après intervention.

<http://www.franceactive.org>

↪ Rencontres solidaires Conseil Régional Auvergne - Rhône-Alpes, CRESS Auvergne - Rhône-Alpes

Les Rencontres solidaires sont la déclinaison rhône-alpine du Mois de l'ESS. Le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire en France est une initiative des Chambres Régionales de l'Économie Sociale pour faire découvrir au plus grand nombre, pendant le mois de novembre, et au travers d'initiatives les plus diverses possibles, une autre façon de concevoir l'économie.

<http://rencontres-solidaires.org/>

↪ RTES - Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (RTES) réunit des collectivités locales qui s'engagent autour d'une charte pour le développement de l'économie sociale et solidaire.

En 2015, le réseau rassemble plus de 125 collectivités, régions, départements, intercommunalités et communes, qui ont manifesté le besoin d'un espace d'échanges et de coordination nationale.

<http://rtes.fr/>

↪ Rhône-Alpes Solidaires

Site des initiatives sociales et solidaires de la région Rhône-Alpes : économie sociale et solidaire, coopératives, emploi, culture, sont autant de thématiques abordées dans ce site.

<http://www.rhone-alpesolidaires.org/>

↪ Socioeco.org

Le site de ressources documentaires sur l'économie sociale et solidaire. Recense des documents, publications, formations et sites web.

http://www.socioeco.org/index_fr.html

FOCUS

LE MOIS DE L'ESS

<http://www.lemois-ess.org/>

Cet événement organisé nationalement tous les ans au mois de novembre a pour vocation à faire découvrir une autre façon de concevoir l'économie au travers de diverses manifestations : conférence, forum, porte ouverte, marché, projection de film...

Toutes les manifestations sont recensées sur un seul outil :

<http://www.lemois-ess.org>

Les associations, les coopératives, les mutuelles, les fondations, les entreprises sociales ou les structures publiques et universitaires sont invitées à organiser dans le cadre du Mois, des événements sur tous les territoires.

Cette bibliographie est également disponible en ligne sous le format **pearltrees** :
<http://www.pearltrees.com/nacre/culture-economie-solidaire/id8274280>

LA NACRE SUR LE WEB



www.la-nacre.org



[la.nacre](https://www.facebook.com/la.nacre)



[la_nacre](https://twitter.com/la_nacre)



ÉDITEUR **La Nacre**
DIRECTEUR DE PUBLICATION **Nicolas Riedel**

La Nacre est soutenue par la Région Auvergne - Rhône-Alpes et le ministère de la Culture et de la Communication/Drac Auvergne - Rhône-Alpes.

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



LA NACRE

33 cours de la Liberté
69003 Lyon

Tél : 04.26.20.55.55
contact@la-nacre.org

www.la-nacre.org

www.facebook.com/la.nacre

www.twitter.com/la_nacre